

une publication anti-piégeage. Les représentants autochtones ont réussi à convaincre l'Évêque de Londres qu'ils dépendaient du commerce de la fourrure. Comme les organismes autochtones sont les défenseurs les plus dignes de foi de ce secteur et aussi ceux qui ont le plus à perdre, il faut absolument qu'ils disposent des moyens nécessaires pour continuer leurs pressions. Rien ne porte à croire que les activistes anti-fourrure s'arrêteront aux seules restrictions de la CE sur l'importation des fourrures d'animaux sauvages.

RECOMMANDATION 9

Le Comité recommande que le gouvernement fédéral continue de reconnaître l'importance que revêt la première industrie du Canada pour les Canadiens des régions éloignées en l'aidant, financièrement ou autrement, à consolider son rôle de défenseur des produits de la fourrure.

Le PDIF a accordé un financement de base aux organismes autochtones pour qu'ils se fassent connaître du grand public. Ce financement a permis d'élaborer une structure organisationnelle visant à répondre aux campagnes anti-piégeage. Selon l'évaluation de 1991, cependant, les fonds n'avaient pour but que de permettre aux groupes autochtones de trouver leurs propres sources de financement. Les fonds de base ne devaient être octroyés que sur trois ans*.

Pour mieux renseigner le public canadien, le MAINC a accordé à la Fédération des trappeurs autochtones du Canada (FTAC) des fonds de base destinés à financer des activités de relations publiques : présentoirs et exposés vidéo, stratégies de collectes de fonds et tournée de députés européens venus voir, entre autres, une communauté du Nord vivant du piégeage des animaux à fourrure. Cette tournée les a convaincus du fait que les autochtones dépendaient du commerce de la fourrure et que l'embargo de la Communauté européenne à l'égard de la fourrure d'animaux sauvages était injuste.

Malgré ces efforts, l'évaluation de 1991 a montré qu'il fallait faire plus pour éduquer le public, au Canada comme à l'étranger. Au bout des trois années prescrites, la FTAC n'a pu trouver d'autres sources de fonds que le MAINC. Elle a donc perdu son financement de base et, du même coup, les moyens nécessaires pour faire passer au Canada son message pro-fourrure.

* *Ibid.*, p. 49.